



## **ARGUMENTS POUR UN ENGAGEMENT POLITIQUE ET DES ACTIONS SPÉCIFIQUES DANS LES ZONES DÉFAVORISÉES ET DÉPEUPLÉES**

Mercedes Molina Ibáñez, Professeur de Géographie Humaine à l'Université Complutense de Madrid

Les mutations économiques majeures issues des révolutions industrielles successives, le progrès fulgurant du secteur tertiaire dans les économies avancées, le processus de mondialisation et la priorité accordée à la croissance économique au détriment d'un développement authentique, comme cela s'est produit lorsque les politiques ne tiennent pas compte de l'aménagement du territoire, ont eu des conséquences considérables. D'importantes réalisations ont été achevées, entraînant des transformations profondes à l'échelle sociale, toutefois leur impact n'a pas été équitable et l'inégalité socio-territoriale est une caractéristique qui se manifeste à différents niveaux.

A présent, il n'est plus possible de parler globalement du développement et du sous-développement et de leurs différents aspects, ni du Nord et du Sud, puisque chacun de ces concepts contient l'autre en son sein, à des degrés plus ou moins forts ; en somme, le Nord possède son Sud et le Sud possède son Nord. L'Europe en tant que territoire devant assurer le leadership mondial, se distingue également par ses inégalités socio-économiques dues en partie à d'importants déséquilibres régionaux induits par un modèle de concentration des investissements, de l'emploi et de la population qui atteint son paroxysme avec l'élaboration de processus pour la création de zones métropolitaines.

L'opposition entre concentration et désertification, entre congestion et dépopulation, est une constante territoriale dans bon nombre de pays européens, avec d'importantes conséquences sur le plan démographique, social, économique et environnemental. Le modèle est désormais irréversible, mais une partie de ses effets peuvent et doivent être corrigés dans certains cas, car la croissance illimitée dans un territoire comportant des frontières et des limitations est contraire à la durabilité et crée des clivages entre les besoins et les ressources, dans d'autres, la population clairsemée et la disparition des activités traditionnelles produisent des conséquences extrêmement négatives, notamment par la perte de ressources sur le plan humain et environnemental. Dans ce cas, le processus d'abandon est également contraire à la durabilité.

Concentrons-nous sur ce modèle – en cherchant à réduire les déséquilibres actuels, il y a lieu d'examiner en particulier les zones dépeuplées et défavorisées situées de manière générale dans un environnement rural, et de surcroît dans des goulets de rétrécissement, qui ont réussi à limiter leur déclin et leur détérioration tout en sauvegardant leurs potentialités ; si à présent elles constituent un problème territorial, elles en représentent également une ressource.

Pour ce faire, et vu leur vulnérabilité, il est essentiel que ces zones bénéficient d'une reconnaissance politique et que les instruments, fonds, les stratégies d'actions et des responsabilités de gestion adéquats soient pris en compte pour inverser les tendances actuelles, dérivées de processus complexes mis en place à des moments charnières. Il est un fait que ces politiques s'appuient sur des échelons multiples, mais dans notre cas, il revient à l'Union Européenne d'y intervenir comme protagoniste.

Afin de procéder avec sérieux et de déterminer des actions rationnelles et efficaces, nous devons commencer à exécuter un certain nombre de tâches, à savoir :





1. Analyser en profondeur les raisons inhérentes au processus de dépeuplement actuel – qui diffèrent selon les territoires – afin de pouvoir en identifier les conséquences.
2. Déterminer les principaux problèmes qui sapent la compétitivité territoriale face aux processus innovants d’aujourd’hui, ainsi que leur potentiel de développement, à la lumière de l’évolution de la demande de toute la société urbaine et métropolitaine dotée d’un pouvoir d’achat.
3. Rechercher si ces zones ont été couvertes par des politiques antérieures, qui les auraient reconnues comme territoires moins développés, et sous quelle forme elles y ont participé. Dans certains cas, il s’est formé à l’intérieur un modèle de concentration territoriale, à côté d’un développement rural marginalisé. L’existence d’un grand nombre de territoires dépeuplés et défavorisés en Europe en est l’exemple.
4. Définir et finaliser les nouvelles politiques à la lumière des expériences précédentes, avec une reconnaissance spécifique, des instruments juridiques, des fonds et programmes à court, moyen et long terme, politiques fondées sur des systèmes de gouvernance plus efficaces, où l’échelon local tient une place plus importante.
5. Prévoir un véritable développement rural dans un cadre plus large d’aménagement du territoire, interconnecté avec le développement urbain. La dichotomie « rural/urbain » a disparu en faveur d’une relation « rural/urbain ». Nous devons trouver la fonctionnalité d’un territoire et la manière d’optimiser ses services et de les rendre efficaces. En effet, il y a lieu de considérer le territoire comme un système et actuellement, il faut que les villes petites et moyennes jouent un rôle essentiel dans les territoires dépeuplés voisins ; ceci étant, les métropoles devront aussi adopter un leadership différent dans leur environnement « rural » si celui-ci existe encore.

Le modèle territorial majoritaire – et l’Europe en est un excellent exemple – est contraire à la durabilité d’un point de vue environnemental mais aussi humain et corriger ce modèle réclame l’intervention de beaucoup d’acteurs. La responsabilité politique doit s’exprimer à de multiples niveaux ; ainsi la position internationale des élus des gouvernements locaux est un point de départ important. Ils doivent promouvoir et guider les changements nécessaires, pour ouvrir à tous les citoyens un avenir plus juste, plus équitable, plus accueillant et plus durable.

Madrid, en avril 2016

Mercedes Molina Sánchez

Carlos Martínez Mínguez  
Membre du Bureau du CCRE